

Je suis intervenu un jour à propos d'une motion qui avait été proposée par le ministre de l'Emploi et de l'Immigration actuel (M. Axworthy); il n'était alors que simple député de Winnipeg-Fort Garry. Il avait proposé une série d'amendements qui auraient pu annuler les effets du projet de loi et l'empêcher d'atteindre ses objectifs. Comme on peut le constater en lisant le compte rendu, il s'est opposé fermement à l'octroi de ce dégrèvement d'impôt aux familles canadiennes.

Je le répète, je n'ai eu qu'une seule fois l'occasion de parler au cours de cette législature. J'étais intervenu dans le débat sur la proposition du ministre actuel; le gouvernement est tombé trois jours plus tard. J'espère sincèrement que trois jours après cette intervention de ma part sur la proposition du ministre aujourd'hui, il récoltera le même succès et que les Canadiens auront encore une fois l'occasion de changer de gouvernement. En voyant surtout la façon dont le gouvernement actuel gère l'ensemble de l'économie canadienne, la population a raison de s'inquiéter fortement.

● (1520)

Dans ses observations préliminaires, le ministre a dit que le présent projet de loi permettrait de créer environ 50,000 nouveaux emplois pour des Canadiens. Je peux concevoir, à l'instar de mes collègues, qu'à un moment où des millions de Canadiens sont sans travail, et je n'inclus pas ici les Canadiens qui ont cessé de se chercher un emploi ou les autochtones qui, souvent, ne sont pas comptés dans les enquêtes à ce sujet, je peux concevoir, dis-je, que des mesures extraordinaires soient prises pour créer de l'emploi lorsque, de toute évidence, le chômage atteint les sommets qu'il connaît aujourd'hui.

J'aimerais signaler tout particulièrement que je trouve plutôt ironique que le ministre ait présenté à la Chambre, dans son deuxième projet de loi, une mesure de rapiéçage pour créer ces emplois alors qu'il pilotait lui-même l'obstruction systématique qui a étouffé le projet de crédit d'impôt au titre des intérêts hypothécaires et de l'impôt foncier durant la dernière législature. Il est plutôt ironique que lui et ses collègues du parti libéral de même que leurs amis du NPD aient bloqué cet allègement fiscal qui était offert aux Canadiens et qui aurait eu des effets immédiats sur le bâtiment, créé de nouveaux emplois dans l'industrie du meuble et permis aux familles de réaliser, à moindres frais, ce désir qu'elles ont de posséder leur propre maison.

Lorsque nous étions au pouvoir, nous avons insisté pour que des mesures soient prises immédiatement afin d'accorder cet allègement aux propriétaires de maisons et aux jeunes Canadiens qui désiraient posséder leur maison et qui voyaient ce rêve leur échapper à cause des taux d'intérêt élevés. Lorsque nous avons soulevé cet argument, les collègues de l'actuel ministre de l'Emploi et de l'Immigration et les membres du NPD ont soutenu que si un Canadien était assez riche pour posséder sa propre maison, il était alors trop riche pour recevoir de l'aide du gouvernement. Ils ont prétendu que la proposition de notre gouvernement était une forme d'aide sociale accordée aux riches et que ces derniers n'avaient pas droit à des allègements pour des taux d'intérêt élevés.

Crédit d'impôt à l'emploi—Loi

Je trouve donc pour le moins ironique que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, qui doit accepter sa part de responsabilité dans la décision du gouvernement de refuser aux Canadiens cet allègement fiscal, vienne plaider aujourd'hui en faveur d'un nouveau programme de crédit d'impôt qui, dit-il, «créera des emplois».

Les contribuables ont jusqu'à demain pour remplir leur déclaration d'impôt sur le revenu. Nous devrions tous avoir déjà expédié nos déclarations, mais si vous êtes comme moi, monsieur l'Orateur, vous ne l'avez peut-être pas encore fait. Ce sera la confusion pour des millions de Canadiens, tout simplement à cause des efforts que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a déployés pour faire obstacle à cet allègement fiscal. Notre gouvernement avait dû ménager une section dans la déclaration pour permettre aux Canadiens de réclamer ce dégrèvement. Rien n'indique à celui qui remplit la déclaration que le parti libéral et ses amis du Nouveau parti démocratique ont réussi à lui refuser ce dégrèvement. Des millions de familles canadiennes seront dans la confusion la plus complète quand elles découvriront qu'on les a frustrées d'une réduction d'impôt.

J'ai écouté le discours que le député de Hamilton Mountain (M. Deans) a fait à la Chambre jeudi soir. Le député a exposé avec éloquence les problèmes auxquels les Canadiens font face actuellement dans sa propre circonscription et d'un bout à l'autre du pays par suite des mises à pied, du chômage et des pressions financières croissantes provoquées par les stratégies dévastatrices du présent gouvernement. Ses remarques au sujet des taux d'intérêt m'ont particulièrement frappé. Elles étaient très appropriées. Il a fait une déclaration qu'il serait opportun, je crois, de consigner à nouveau au compte rendu. Il a prétendu qu'avec notre politique des taux d'intérêt, nous devrions peut-être encourager l'industrie de la construction domiciliaire à se remettre à construire des maisons destinées aux personnes à revenus moyens. Il a fait remarquer que les retombées dans l'industrie de la construction domiciliaire sont phénoménales, que 3,6 emplois sont créés dans les industries connexes pour chaque emploi créé dans la construction domiciliaire. Il nous a demandé de nous imaginer le nombre d'emplois qui seraient créés dans les industries connexes si nous pouvions construire des maisons à des prix et moyennant des hypothèques raisonnables. C'est ce qu'il a dit jeudi soir dernier, comme en fait foi le compte rendu à la page 397.

Je reconnais que le représentant de Hamilton Mountain n'était pas député en décembre dernier quand le parti conservateur a présenté ses propositions qui devaient réduire les taux d'intérêt et les impôts fonciers élevés des familles moyennes au Canada. Il devrait avouer toutefois, quand il participe au présent débat et déplore les politiques de taux élevés d'intérêt du gouvernement libéral que ce sont ses collègues actuels et le ministre de l'Emploi et de l'Immigration qui ont privé les Canadiens d'un allègement des taux d'intérêt élevés. Il ne suffit pas de s'indigner de l'effet que peut avoir actuellement ces taux d'intérêt élevés sur les familles canadiennes. Où était-il à ce moment-là? Où étaient ses collègues lorsque notre gouvernement essayait de prendre des dispositions pour aider les familles canadiennes et stimuler l'industrie de la construction domiciliaire?